

Favoriser la productivité et la compétitivité au Canada

Mémoire présenté dans le cadre des consultations prébudgétaires en prévision du budget fédéral 2018

UPS Canada
Août 2017

Fort de près de 110 années d'expérience dans le transport et la livraison de marchandises et plus de 42 ans de service au Canada, UPS a observé l'évolution du rôle du Canada dans le commerce international, l'évolution des tendances dans la livraison des colis et l'élaboration de politiques en matière de transport durable, et y a contribué. En tant que société qui s'associe à des entreprises de toutes tailles cherchant à développer et à atteindre de nouveaux marchés, et qui répond aux besoins des particuliers dans un monde de plus en plus numérisé, UPS Canada partage l'engagement du gouvernement du Canada à aider ce pays à réaliser ses objectifs en matière d'innovation, de croissance et de prospérité.

Dans le cadre des consultations du gouvernement du Canada en prévision du budget fédéral de 2018, UPS Canada soumet respectueusement les trois recommandations suivantes, qui, selon nous, favoriseront l'instauration d'un environnement plus productif et concurrentiel pour les entreprises et les consommateurs partout au pays :

1. **Investir dans des infrastructures douanières et frontalières de calibre mondial**, réduire les barrières commerciales et demeurer concurrentiels.
2. **Accélérer la transition vers des carburants de remplacement au moyen d'incitatifs financiers**, afin de soutenir une économie de croissance concurrentielle et durable.
3. **Adopter un engagement « un colis, une politique »** pour tous les services de courrier et de colis du Canada afin de nous assurer que les droits et taxes applicables sont perçus sur les importations au Canada, quel que soit le transporteur, et éviter la perte de recettes pour le secteur public.

1. **Investir dans des infrastructures douanières et frontalières de calibre mondial**

Au moment où le commerce international fait face à des difficultés et à des occasions dans des contextes bilatéraux, régionaux et multilatéraux, UPS Canada encourage le gouvernement à prendre en considération le rôle important du Canada dans la préservation et l'amélioration de la capacité des entreprises canadiennes à livrer concurrence sur le marché mondial et à veiller à ce que cela se reflète dans le budget de 2018.

Afin de concrétiser la priorité déclarée par le gouvernement du Canada de mettre les produits canadiens sur les marchés mondiaux, le Canada doit investir dans une infrastructure commerciale de calibre mondial pour rester concurrentiel. La mise à niveau et l'adaptation de l'infrastructure physique aux points d'entrée et de sortie pour répondre à la demande actuelle et future des flux commerciaux internationaux et la modernisation des processus douaniers et des systèmes de technologie de l'information connexes est indispensable pour améliorer l'efficacité du commerce transfrontalier en termes de temps et de coûts.

Ces priorités sont particulièrement d'actualité, dans le contexte de la prochaine renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), ainsi que des discussions commerciales permanentes et exploratoires du Canada avec d'autres partenaires internationaux. Le maintien de l'investissement pour mettre à jour les infrastructures physiques le long de la frontière canado-américaine, y compris par des partenariats entre les secteurs public et privé, jouera un rôle essentiel dans l'amélioration de la circulation des marchandises entre le Canada et son plus important partenaire commercial international. L'initiative du pont international Gordie-Howe représente un bon exemple de projet d'infrastructure partagé qui pourrait améliorer la productivité et la compétitivité et qui nécessitera un engagement financier soutenu de la part du gouvernement du Canada.

Un aspect un peu moins tangible, mais tout aussi critique, de la circulation efficace des marchandises est celui des processus douaniers à la frontière canadienne. Les entreprises qui comptent sur les importations pour la production de marchandises au Canada dépendent de processus douaniers efficaces afin de demeurer concurrentielles. Un engagement à financer adéquatement l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) devrait faire partie intégrante des mesures fédérales visant à améliorer la

productivité des fabricants de biens et des fournisseurs de services au Canada. L'évolution du paysage des accords commerciaux internationaux et le flux croissant des produits du cybercommerce nécessitent une agence douanière robuste, dotée de la capacité technologique nécessaire pour traiter et dédouaner les marchandises de manière efficace et efficiente.

2. Accélérer la transition vers des carburants de remplacement au moyen d'incitatifs financiers

Chaque jour, UPS est confronté à un défi complexe; comment livrer plus, tout en consommant moins? Au Canada, UPS a un parc de 2 880 véhicules de livraison, tracteurs et leviers de déplacement; de ce nombre, environ 40 % fonctionnent au propane produisant peu d'émissions. Notre engagement envers les carburants de remplacement au Canada s'étend au-delà des véhicules, pour englober l'infrastructure des postes de ravitaillement, l'octroi de licences ainsi que la formation du personnel.

Le gouvernement du Canada a été clair et pragmatique dans son intention de jouer un rôle de chef de file en rassemblant les provinces, les territoires et les municipalités autour d'une stratégie pancanadienne de lutte contre le changement climatique conforme aux obligations internationales du Canada, une approche à laquelle souscrit UPS Canada. À mesure que le gouvernement du Canada définit ses stratégies nouvellement mandatées en matière de changement climatique et d'infrastructure, et que Transports Canada concentre le Fonds Chantiers Canada pour investir davantage dans les couloirs de transport du Canada, UPS perçoit une formidable occasion de collaboration et d'investissement partagé entre les secteurs public et privé.

À ce jour, les exemples les plus réussis d'investissements de UPS dans les véhicules à carburant de remplacement ont eu lieu dans des sphères de compétence dotées de politiques gouvernementales de soutien et d'instruments financiers qui favorisent l'investissement dans des véhicules à carburant de remplacement et des infrastructures connexes. Il serait possible de financer des projets collaboratifs similaires au Canada en accordant une attention particulière et un engagement à l'investissement partagé. Un programme de bon d'achat de véhicules à faibles émissions ou des incitatifs financiers similaires pour la transition vers des carburants de remplacement, y compris le propane, le gaz naturel liquéfié (GNL) et le gaz naturel comprimé (GNC), permettrait aux entreprises canadiennes d'investir dans des parcs de véhicules à carburant plus propre et encouragerait un éventail plus large d'investissements économiques qui profiteraient aux secteurs de la fabrication et de l'automobile et appuieraient l'économie verte émergente du Canada.

Étant donné que le gouvernement et les fournisseurs de services de transport à grande échelle, comme UPS Canada, s'engagent envers un avenir plus durable, UPS Canada encourage l'affectation de ressources financières pour permettre aux partenaires industriels engagés, y compris ceux du secteur des services de livraison, d'accélérer leur transition vers des carburants de remplacement.

3. Adopter un engagement « un colis, une politique » pour éviter la perte de recettes pour le secteur public

Malgré les progrès réalisés dans les réseaux de transport, l'augmentation constante de la coopération internationale entre les gouvernements et les agences frontalières et l'incidence de la technologie et des débits de données rapides, le commerce international aujourd'hui est plus complexe que jamais. Les marchandises sont maintenant fabriquées dans plusieurs pays par opposition à un seul. Les consommateurs peuvent magasiner, acheter et retourner des produits dans leur centre commercial local, une entreprise « clic et mortier » à l'autre bout du monde et des marchés virtuels en ligne.

Dans cette période d'expansion rapide du commerce électronique, il est important pour le gouvernement du Canada de veiller à ce que tous les produits importés soient soumis aux mêmes règles et règlements, quel que soit le transporteur, et d'assurer la perception efficace des droits et taxes. Une étude indépendante¹ récemment

1

<https://www.copenhageneconomics.com/dyn/resources/Filelibrary/file/7/37/1488463650/copenhagen-economics-2017-e-commerce-imports-into-canada-sales-tax-and-customs-treatment-french.pdf>

commandée par UPS a constaté une différence alarmante dans la perception des droits et taxes sur les achats du commerce électronique entrant au Canada, selon que les marchandises ont été livrées par des services postaux nationaux ou par des transporteurs express privés. Cette politique incohérente entraîne une perte importante de recettes pour le gouvernement du Canada :

- Il existe un écart important dans la perception des taxes (taxe de vente harmonisée et taxe de vente provinciale) sur les biens achetés en ligne et importés au Canada par l'intermédiaire des services postaux nationaux par rapport aux marchandises importées via des transporteurs express.
- Le droit d'importation est perçu sur seulement 6 % des envois postaux importés au Canada, alors que les transporteurs express l'ont perçu sur 98 % des envois.
- La taxe de vente est perçue sur seulement 25 % des envois postaux importés au Canada, alors que les transporteurs express l'ont perçue sur 100 % des envois.
- On estime que cette perception incomplète entraîne une perte de recettes de 1,3 milliard de dollars pour le gouvernement du Canada.

La perception incohérente de droits et de taxes par les opérateurs postaux nationaux par rapport aux transporteurs express compromet la compétitivité et la productivité au Canada. Les détaillants canadiens du marché intérieur canadien ont de la difficulté à concurrencer les exportateurs internationaux qui utilisent les opérateurs postaux nationaux pour livrer leurs marchandises. Les taxes applicables sont systématiquement appliquées aux biens achetés sur le marché intérieur, mais les achats effectués par le commerce électronique ne sont pas assujettis à des droits et taxes en raison d'un traitement incohérent des importations à la frontière canadienne selon le transporteur utilisé.

Un engagement du gouvernement du Canada visant à remédier à cette perte contre-productive de recettes pour le secteur public et à assurer que des ressources adéquates sont en place pour appliquer la perception cohérente des droits et taxes sur les importations au Canada constituerait une étape importante vers le nivellement des règles et l'amélioration de la compétitivité, à la fois pour les fournisseurs de services de livraison et les détaillants du marché intérieur canadien.

Conclusion

Au fur et à mesure que le gouvernement poursuit les consultations en prévision du budget fédéral de 2018, UPS Canada est prêt à proposer d'autres idées fondées sur nos investissements et activités continus au Canada, dans le but de réaliser une économie plus compétitive, durable et productive au bénéfice de tous les acteurs.

Pour de plus amples informations, veuillez vous adresser à :

Aylin Lusi, vice-présidente, Affaires publiques
UPS Canada
alusi@ups.com